



Pour un parti des travailleurs et travailleuses, communiste et internationaliste

BioMéryeux

Lundi 5 mai 2025

Public-privé : l'hécatombe des emplois.

À nous de déclencher l'unité dans la lutte, tous et toutes ensemble

Le 1er mai, journée internationale de lutte des travailleurs, a été l'occasion de faire entendre la voix du monde du travail, face au discours réactionnaire et militariste ambiant, en France aussi bien que dans le reste du monde : comme aux États-Unis, pays de naissance du 1er mai, contre Trump et sa politique ; ou en Turquie, contre le régime d'Erdoğan, en dépit de la brutale répression de la police qui a arrêté 400 personnes.

Les grèves continuent, n'en déplaisent au patronat et au gouvernement

Des luttes se déroulent localement, dans les entreprises privées comme les services publics, autour de la question des salaires, du maintien de l'emploi et de la défense des conditions de travail. Les cheminots entament une grève cette semaine, entraînant les cris d'orfraie des ministres et journalistes de connivence dénonçant les prétendus « privilèges » des travailleurs du rail. Il faut dire que tout ce beau monde s'y connaît en avantages indus et en parasitisme social ! La SNCF a réalisé un bénéfice net de 1,5 milliard d'euros en 2024, tandis que les cheminots n'ont touché que 0,5 % d'augmentation générale des salaires...

Nationaliser les licenciements...

La liste des plans de licenciements s'allonge. La semaine dernière, STMicroelectronics (1,6 milliard de dollars de bénéfice) et ArcelorMittal (1,3 milliard), y ont ajouté leur pierre en annonçant respectivement 1 000 et 636 suppressions de postes en France, dont plus de 300 à Dunkerque pour le sidérurgiste.

Les responsables politiques et syndicaux de gauche se sont alors pressés à Dunkerque pour le 1er mai, avec une solution magique pour sauver ArcelorMittal : la nationalisation. Le refrain est connu : dans les années 1970, le gouvernement de droite, sous la présidence de Giscard d'Estaing, avait épongé les dettes d'Usinor et Sacilor en y prenant une participation majoritaire. La gauche unie derrière Mitterrand avait poursuivi en achevant de nationaliser et c'est en fin de compte l'État qui a conduit lui-même des « restructurations ».

Résultat des courses, 100 000 postes supprimés en une dizaine d'années et la riche famille de Wendel, maître historique des forges, indemnisée bien

au-delà de la valeur d'usines obsolètes.

Bien sûr, les Ruffin, Tondelier, Faure et Trouvé jurent que la nationalisation permettra de sauver les emplois. Mais ce qu'ils veulent, c'est seulement que l'État finance les restructurations et les licenciements pour rendre demain aux patrons une industrie devenue plus rentable. De l'acier dit « français » que les travailleurs fabriquent, au passage, avec un minerai de fer venu du monde entier. Il faut bien que l'industrie de l'armement ait de quoi fabriquer des engins de mort !

Plutôt se battre ensemble pour interdire les licenciements !

Le nationalisme, même de gauche, pas plus qu'aucun protectionnisme, fût-il « solidaire », ne sont des solutions. Car cela revient à s'en remettre chacun de son côté à un État qui sert avant tout les riches, même quand des politiciens de gauche sont à sa tête.

C'est bien davantage une lutte d'ensemble, de tous les travailleurs, qu'il faudrait mettre à l'ordre du jour. À la SNCF, les directions des syndicats Sud et CGT ont décidé de saucissonner le combat : un jour pour les agents de conduite, un autre pour les contrôleurs, encore un autre pour les ateliers. Dans les usines qui licencient, les directions syndicales prescrivent également de cantonner la lutte à l'entreprise, dans d'interminables négociations où l'on se regarde avec le patron en chiens de faïence. Morceler les forces plutôt que les unir dans un combat général, ce serait la stratégie miracle ? Bien au contraire, il faut trouver le chemin de l'unité dans la lutte, avec en tête que toutes les grandes victoires ont été le résultat de grèves capables de faire boule de neige et de représenter une menace collective pour le patronat.

Salle 4000 : the show must go on

Après avoir accueilli « *Disney on ice* », la halle Tony Garnier accueillera le 5 juin « *BioMérieux on fire* » ! Des acrobaties verbales les plus vertigineuses les unes que les autres, des tours de passe-passe sur la richesse créée par notre travail (l'argent est dans ma poche gauche... hop ! magie... il est dans ma poche droite !) pour finir avec une parade des pontes en costard ! Dommage qu'ils ne soient pas en patins !

Les paillettes et les contes de fées
Ne doivent pas nous faire oublier
Que nous ne recueillons que les miettes
Et que nous sommes exploités !

Bourse soufflée ... n'est pas jouer !

Le mois de mai commence et la direction voudrait qu'on fasse ce qui lui plaît. Que ce soit avec l'intéressement ou avec son plan My Share, les abondements qu'elle propose ont pour objectif de nous inciter à bloquer pour 5 ans le fruit de notre travail au lieu de le percevoir immédiatement. Au risque qu'il fonde comme neige au soleil, dans les méandres incontrôlables des marchés financiers...

Le plus problématique serait d'avoir du coup le sentiment que nous avons les mêmes intérêts économiques que le patron et qu'il faudrait accepter la hausse de l'exploitation, le sous-effectif, la précarité voire les licenciements... car l'entreprise nous appartiendrait un peu et que nous serions payés par la hausse des actions... dans 5 ans !

Nous ne sommes pas des capitalistes ! Nous sommes des travailleurs et la seule option pour obtenir une véritable redistribution des richesses que l'on crée n'est pas la bourse mais la lutte !

The Voice ou the Sound of silence ?

La direction nous propose de « [faire] entendre [notre] voix » en répondant à un questionnaire sur les risques psycho-sociaux. C'est vrai que le bien-être au travail est une question cruciale et que les méthodes organisationnelles et managériales peuvent être plus que problématiques. Mais quelles réponses peut-on réellement attendre de la direction avec des questionnaires individuels et anonymes ? Qu'elle retourne son fauteuil en s'écriant : « *ça n'a pas l'air d'aller, je te veux dans mon équipe ?* »

En cas de mal-être au travail, il faut surtout ne pas rester isolé.e.s, en discuter en équipe et imposer des solutions collectives. Quand on donne de la voix, on se fait toujours mieux entendre à plusieurs !

Bruno Retailleau s'en prend à la naturalisation des étrangers

Toujours fidèle à lui-même et à son obsession migratoire, le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, vient de publier une nouvelle circulaire pour restreindre l'accès des étrangers à la nationalité française. En janvier dernier déjà il avait déjà durci les conditions de régularisation. Cette fois, il somme les préfets de durcir leurs critères notamment via le renforcement du niveau de maîtrise requis en langue française ou encore sur « l'adhésion aux valeurs de la République ». En outre, au 1er janvier 2026, sera créé un « examen civique qui permettra de connaître auprès du demandeur sa connaissance de notre Histoire par sa connaissance de la culture civique ». Autant d'obstacles supplémentaires mis sur la voie de celles et ceux qui vivent et travaillent ici et qui doivent bénéficier des mêmes droits que tous les habitants. Acquérir la nationalité doit être un droit qui ne soit pas soumis au bon vouloir du très réactionnaire locataire de la place Beauveau.

Football : un nouvel attaquant des femmes trans

Le premier mai, la fédération anglaise de football a annoncé interdire aux femmes trans de participer aux compétitions. Un alignement direct avec la cour suprême qui avait décidé de baser la définition de « femme » sur la seule biologie. L'empressement de ce revirement transphobe a de quoi surprendre, d'autant qu'il ne concernerait qu'une trentaine de joueuses amatrices dans le pays.

Israël : la censure tourne à plein régime

Le magazine israélien + 972 a révélé la véritable explosion des cas de censure dont est victime la presse israélienne, résultat direct de la stratégie de black-out médiatique menée par le gouvernement de Benyamin Netanyahou. En 2024, les différents médias ont soumis au total 20 770 articles aux censeurs militaires pour examen. La censure est intervenue dans environ 21 reportages chaque jour avec comme résultat 1 635 publications interdites et 6 265 censurées en tout ou partie. Le but de l'opération est d'invisibiliser le génocide en cours à Gaza, la poursuite de la colonisation et de l'annexion en Cisjordanie occupée, auxquels s'ajoutent aujourd'hui le pilonnage régulier du Liban et les vastes opérations militaires en Syrie. Et plus cette aventure militaire sanglante continuera, plus les Israéliens verront se restreindre leurs droits démocratiques.

Ce bulletin est le tien, prière de ne pas le jeter sur la voie publique et n'hésite pas à le faire circuler !

Pour nous contacter : lyonrhone@npa-revolutionnaires.org

Imprimerie Spéciale NPA